



Strasbourg, le 22 novembre 2017

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°292-2017 du 22 novembre 2017

Séance du : 22 novembre 2017
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 16 membres
Absents excusés : 12 absents excusés dont 4 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Rosalie BEHRA, Azzedine BOUFRIOUA, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Amy LIN, Séréna MANGANAS, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER, Benoît TOCK.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Cora FRANÇOIS
Nicolas MATT donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA
Camille GANGLOFF donne pouvoir à Alain FONTANEL
Fabienne KELLER donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER
Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Christian NEGRE, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ,
Catherine TRAUTMANN.

2ème point de l'ordre du jour : Réorganisation des services administratifs de la HEAR et modification de l'état des emplois de la HEAR

Délibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré :

- approuve la réorganisation des services administratifs susmentionnée ;
- décide la transformation des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 5 décembre 2017
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 5 décembre 2017 à heures.


Alain Fontanel
Président



Délibération du Conseil d'administration

n°292 - 2017 du 22 novembre 2017

Objet : Réorganisation des services administratifs de la HEAR et modification de l'état des emplois de la HEAR

La Direction de la Haute école des arts du Rhin a initié la réorganisation de certains services administratifs à la faveur du départ d'agents dans le but d'optimiser leur fonctionnement et de favoriser des évolutions professionnelles en interne.

1. Extension du périmètre du service communication

Dès 2011, le service communication de la HEAR s'est vu attribuer des missions de communication interne et externe, mais également de développement du mécénat et de relations avec les entreprises.

Cependant, compte tenu de l'investissement nécessaire au développement du lien avec les entreprises, un poste de chargé(e) de missions économie créative a été créé fin 2015 dans le but de :

- Consolider et amplifier la dynamique de fertilisation croisée (des enseignements et des projets) initiée par la HEAR dans le cadre du pacte ingénieur et du réseau Alsace Tech ;
- Renforcer l'ancrage de la HEAR dans l'environnement et les réseaux économiques régionaux.

Après 2 ans d'existence de cette mission, l'engagement de la HEAR dans le champ de l'économie créative concourt de manière manifeste à l'objectif de professionnalisation de ses étudiants et à la diversification des ressources de l'établissement.

Aussi, il est proposé de pérenniser la mission en la plaçant désormais dans le périmètre du service communication aux compétences élargies.

Il est par conséquent proposé de transformer le service communication en « service de la communication et du développement » et de transformer le poste de chargé(e) de mission économie créative en poste de « responsable adjoint(e) du service de la communication et du développement en charge de l'économie créative », placé sous la direction du responsable du service.

2. Création d'un service scolarité et mobilité internationale et d'une mission relations internationales :

Jusqu'à présent, la HEAR comprenait un service scolarité et un service relations internationales aux compétences bien distinctes.

A la faveur du départ de la responsable du service relations internationales, l'organisation de ces deux services a été repensée.

Ainsi, la mobilité internationale des étudiants (entrants et sortants), confiée initialement au service des relations internationales, est transférée au service scolarité, de sorte à assurer à tous les étudiants, un service homogénéisé.

Le service scolarité devient ainsi le « service scolarité et mobilité internationale », le poste d'assistant(e) relations internationales étant désormais placé sous la direction de la responsable du service scolarité.

Par ailleurs, le service relations internationales devient une « mission relations internationales » placée sous la responsabilité directe du Directeur de la HEAR et confiée à un(e) chargé(e) de missions (poste de catégorie A – cadres d'emplois d'attaché – à temps complet), lequel (laquelle) devra :

- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie internationale de l'école à l'échelle des trois sites (arts plastiques/musique) et assurer la promotion de l'école à l'étranger ;
- Développer la dimension internationale de certains projets pédagogiques, de recherche ou artistiques ;
- Construire et suivre le budget RI de l'établissement et prospecter de nouveaux financements (montage de dossiers de subventions nationaux et européens) ;
- Développer le nombre d'étudiants et d'intervenants étrangers accueillis à la HEAR, en collaboration avec les enseignants et responsables des services scolarité des trois sites ;
- Entretenir et développer le réseau des partenaires internationaux de la HEAR ;
- Activer les réseaux internationaux (ELIA, AEC, Cumulus) ;
- Favoriser l'appropriation des enjeux internationaux du projet d'établissement par l'ensemble des équipes : conception et mise en œuvre, en lien avec le service RH, d'un plan de formation transversal en langue et interculturalité, incitation des agents (enseignants et personnel administratif) à la mobilité internationale... ;
- Veiller à la mise à jour, voire au développement, des outils de communication externes et internes de la HEAR dans leur dimension internationale.

3. Réorganisation du service régie des expositions et création d'un poste d'assistant d'enseignement artistique polyvalent

Jusqu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017, le service régie des expositions de la HEAR était composé d'un responsable et d'un assistant, lesquels faisaient appel au soutien de vacataires pour le montage et le gardiennage d'expositions.

Compte tenu du profil du responsable du service, il lui a été proposé d'évoluer vers de nouvelles fonctions d'assistant d'enseignement artistique polyvalent correspondant davantage à ses compétences (en soutien des ateliers Léger, sculpture et moulage et éventuellement d'autres ateliers selon les besoins).

Par ailleurs, il a été proposé à l'assistant du service de devenir responsable de la Régie des expositions.

Le service Régie des expositions sera désormais composé d'un responsable (poste de catégorie B - cadre d'emplois assistant de conservation du patrimoine – temps complet) bénéficiant d'une

enveloppe de vacataires élargie lui permettant de faire face à l'organisation des différentes expositions portées par la Haute école des arts du Rhin.

S'agissant du poste d'assistant d'enseignement artistique polyvalent (moulage, bois,...), il sera occupé par l'ancien responsable du service Régie des expositions, lequel continuera à bénéficier de son statut actuel jusqu'au 30 septembre 2018. Si le ré déploiement devait s'avérer concluant, une intégration dans le cadre d'emplois d'assistants territoriaux d'enseignement artistique (temps complet 20 heures/semaine) lui serait proposée au 1^{er} octobre 2018.

4. Réorganisation des services administratifs et techniques du site de Mulhouse

Afin d'optimiser l'organisation des services du site de Mulhouse dans un contexte financier contraint (arrivée à terme du dispositif des contrats aidés en 2018) et de favoriser les évolutions de carrière en interne, il est proposé de procéder aux modifications détaillées ci-dessous.

Le poste d'assistant(e) administratif(ve) polyvalent(e) sera transformé en poste d'assistant(e) RH – finances (poste de catégorie C – cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux – temps complet), permettant notamment à la titulaire du poste de monter en compétences sur les fonctions administratives.

Le poste d'assistant(e) accueil et scolarité (poste emploi avenir à 100%) sera transformé en poste d'assistant(e) administrative et scolarité, en charge notamment du secrétariat de Direction en sus des missions de scolarité, modification permettant notamment de favoriser la montée en compétences du titulaire du poste sur les fonctions administratives.

Le service de la Régie technique et accueil sera dès lors composé d'un responsable, d'un agent d'accueil, d'un agent technique et du concierge. Les fonctions d'accueil seront assurées principalement par l'agent d'accueil.

5. Réorganisation de l'Académie supérieure de musique

L'Académie supérieure de musique de Strasbourg est composée de 3 agents gérés en propre, son administratrice, son assistant et son conseiller aux études supérieures de musique.

Suite au départ d'un agent du Conservatoire de Strasbourg en charge, à hauteur d'un mi-temps, du suivi des masters et de la gestion des relations internationales de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg et conformément à la décision de la Ville de Strasbourg de réorganiser l'organigramme du Conservatoire, les missions précitées ont été confiées au conseiller aux études supérieures de musique de l'Académie dont le temps de travail a été porté de 75% à 100% à compter du 1^{er} novembre 2017.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

- approuve la réorganisation des services administratifs susmentionnée ;
- décide la transformation des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 22 novembre 2017
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR suite à l'avis du Comité technique

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
emploi transformé	Chargé(e) de mission économie créative	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TC	1	01/11/2017			
nouvel emploi suite à transformation	Responsable adjoint(e) du service communication et développement	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TC (100%)	1	01/11/2017	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 383	IM 793

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.